

# Ne tolérons pas les dérapages racistes Surveillons les eurodéputés populistes

**Frank-Walter Steinmeier**

*Ministre allemand des affaires étrangères*

**L**e nouveau Parlement européen tient ces jours-ci sa session constitutive. Les élections européennes l'ont démontré : les citoyens s'intéressent au projet européen. La campagne électorale qui a mis en scène pour la première fois les candidats têtes de liste des deux grandes familles politiques a contribué à mobiliser les Européens. L'augmentation sensible de la participation dans certains pays membres – en Allemagne près de cinq pour cent – marque un tournant.

A l'échelon européen, la participation électorale s'est stabilisée après avoir constamment reculé au cours des décennies passées.

Les familles politiques démocratiques disposent également au sein du nouveau Parlement de nettes majorités. Il est donc en mesure d'agir et de prendre des décisions. Les expériences de la dernière législature montrent que, malgré la compétition politique, les démocrates européens – sociaux-démocrates, conservateurs, libéraux et Verts – au Parlement européen, agissant de concert avec le Conseil et la Commission, veulent faire bouger l'Europe sur le plan politique et peuvent la façonner.

Néanmoins, nous ne saurions ignorer certains développements critiques. Je suis très inquiet de voir tant de députés d'extrême droite prendre autant de place dans le nouveau Parlement. Près de dix pour cent des mandats de plus de dix pays à travers l'Union européenne reviennent à des partis ouvertement opposés à la libre circulation et aux droits des minorités.

Les partis populistes qui refusent d'avancer vers l'intégration européenne ont obtenu plus de mandats que jamais auparavant. Dans certains pays, les forces extrémistes ont pu entrer au Parlement européen comme l'un des grands partis, voire le premier parti du pays. Dans toute l'Europe se ressentent depuis le 25 mai les ondes de choc qu'ont déclenchées les résultats des élections.

Des partis ouvertement d'extrême droite disposent désormais de sièges et de voix dans le nouveau Parlement. Que le *Parti national démocrate d'Allemagne d'extrême droite considéré comme néonazi, dont on demande parfois l'interdiction* ait pu décrocher un billet pour Strasbourg et Bruxelles est une honte. A la suite de la suppression de la clause de barrage de trois pour cent décrétée par la Cour constitutionnelle fédérale, de petites formations sans programme politique sérieux font leur entrée pour l'Allemagne au Parlement européen. La multitude de groupuscules en présence ne risque pas, en tout cas, de faciliter le travail de fond du Parlement, compte tenu de la résistance des extrémistes et populistes.

Le succès électoral remporté par les partis xénophobes tient à diverses raisons qui varient d'un pays à

l'autre. Mais une chose est certaine : les conséquences de la grave crise financière et économique, qui ont très durement touché en particulier le sud de l'Europe, jouent un rôle dans ce contexte. Pour beaucoup, et surtout pour les jeunes, l'Europe n'est plus dans ces régions synonyme de promesse d'une vie meilleure, mais elle est plutôt perçue comme une menace. La

montée radicale du chômage dans de nombreux pays, et singulièrement le niveau intolérable du chômage chez les jeunes en Espagne ou en Grèce, par exemple, soulève manifestement chez certains des doutes quant à la situation politique actuelle, les incitant à voter pour des partis eurosceptiques ou même extrémistes. Les processus de réformes ont engendré des inégalités sociales qui amènent également des réactions aux urnes.

Maintenant que le plus dur de la crise économique est passé et que la croissance et la reprise émergent partout à nouveau, il nous faut nous montrer à la hauteur des attentes, justifiées, des Européens et travailler dur pour stimuler cette nouvelle croissance, créer des emplois et donner des perspectives aux populations. Il est bon que cette idée fasse largement consensus en Europe. Le président désigné de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, se voit confier par les Etats membres et par le Parlement européen un mandat fort pour favoriser la croissance et générer des emplois.

Si nous réussissons, il est plus que probable que cela coupera l'herbe sous le pied des partis extrémistes. Toutefois, cela ne suffit pas. Nous devons également affronter les populistes et les extrémistes au Parlement européen et leur fixer clairement des limites.

Les dérapages xénophobes, racistes et antisémites doivent être repoussés avec la plus grande détermination, que ce soit en séance plénière, au sein des commissions ou en public.

Créer au Parlement européen une nouvelle commission contre le racisme et l'antisémitisme serait, selon moi, la bonne réponse face à l'extrémisme de gauche comme de droite. Ce serait l'endroit approprié pour relever, non pas périodiquement mais régulièrement, le défi que représentent la xénophobie, l'antisémitisme et l'extrémisme pour notre système européen de valeurs, et y apporter des réponses sans équivoque.

Je plaide également pour l'introduction, dans toute l'Europe, d'un seuil minimal pour entrer au Parlement européen. En effet, je ne vois pas bien en quoi l'entrée au Parlement de petites formations politiques, qui ne sont généralement pas davantage que des « mouvements monothématiques », peut accroître la représentativité de l'éventail politique d'un pays. Dans de nombreux pays, un tel seuil national existe d'ores et déjà pour entrer au Parlement européen. Ce serait une grande avancée si l'on parvenait à uniformiser cette règle pour l'Union européenne.

Cela nous permettra de renforcer la démocratie

européenne et la légitimité du Parlement européen. Lutter contre la xénophobie et le racisme constituera une mission importante de la politique européenne dans les années à venir. C'est la défense de nos valeurs fondamentales européennes qui est en jeu : le respect de la dignité de l'être humain, la liberté, l'égalité, la démocratie et la protection des minorités. ■

**Les propos xénophobes,  
racistes et antisémites doivent être repoussés  
avec la plus grande détermination,  
que ce soit en séance plénière, au sein  
des commissions ou en public**

¶

**FRANK-WALTER  
STEINMEIER**

est né en 1956.

Il appartient  
au Parti social-  
démocrate  
(SPD).

Depuis 2013,  
il dirige  
la diplomatie  
dans le  
gouvernement  
de coalition  
conduit  
par la  
chancelière  
chrétienne-  
démocrate  
Angela Merkel